



## COMMUNIQUE DE PRESSE

1. Depuis une semaine, un scandale mettant en cause trois (3) membres du Conseil Présidentiel de Transition a éclaté dans les plus hautes sphères du pouvoir du pays, avec des informations précises s'apparentant à des actes de corruption, punis par la législation haïtienne.
2. Ensemble Contre la Corruption estime de son devoir de faire connaître son opinion par rapport à ce scandale - dont il a eu connaissance via les médias et les réseaux sociaux - qui salit l'image du Conseil Présidentiel en tant qu'institution, souille tous les membres qui le composent et mine la confiance entre l'institution présidentielle et le peuple.
3. Cet énième scandale de corruption donne le coup fatal à l'intégrité publique et à la responsabilité des ordonnateurs publics qui engagent la nation haïtienne avec la communauté des nations, à travers la Convention des Nations Unies Contre la Corruption.
4. Faut-il le souligner, ce scandale de corruption entraîne une fois de plus des conséquences graves pour la nation tout entière :
  - i. Offrant le pire exemple en termes d'éthique et d'intégrité publiques à l'ensemble de la fonction publique ;
  - ii. Pouvant remettre en cause la formule consensuelle trouvée dans l'Accord du 3 avril 2024 en plaçant des secteurs politiques corrompus à la plus haute magistrature de l'Etat ;
  - iii. Etant susceptible de démontrer la volonté des conseillers-présidents qui sont pointés du doigt, de chercher à piller les ressources de la BNC, la banque commerciale la plus ancienne du pays et partie intégrante du bien commun à tous les haïtiens ;
  - iv. Ouvrant la voie à une perte totale de la souveraineté d'Haïti.
5. ECC se réjouit que le Président du Conseil d'Administration de la BNC ait pris la décision de porter cette affaire par devant l'opinion publique et de saisir l'Unité de Lutte contre la Corruption (ULCC). Sur ce point, ECC tient à préciser que l'ULCC n'étant pas une juridiction répressive, mais de préférence une entité administrative autonome dont l'objet est de *lutter contre la corruption et ses manifestations dans l'administration publique, de protéger les biens publics, de promouvoir la transparence dans la gestion publique et de moraliser la vie publique*, il est de son devoir de mener son enquête administrative et de transférer le dossier par devant la Justice. Et, ce n'est qu'alors que se posera la question de savoir par devant quelle juridiction seront passibles les conseillers-présidents éclaboussés.

### CARDH

Centre d'Analyse et de Recherche en  
Droits de l'Homme

### CEDH

Centre œcuménique des Droits de  
l'Homme

### CE-JILAP

Commission Episcopale Nationale Justice  
et Paix

### CONHANE

Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques

### CRESFED

Centre de Recherche et de Formation  
Economique et Sociale pour Le  
Développement

### PAJ

Programme Pour une Alternative de  
Justice

### RNDDH

Réseau National de Défense des Droits  
Humains

### SKL

Sant Karl L'évêque



6. ECC estime cependant que pour la sérénité du Conseil Présidentiel de Transition, des sanctions morales immédiates et fortes doivent être appliquées contre les conseillers-présidents éclaboussés par ce scandale. Conséquemment, Ensemble Contre la Corruption (ECC) adresse les recommandations suivantes :

- i. Aux membres du CPT dont les noms ne sont pas cités dans ce scandale de corruption, d'isoler ceux qui ont été mis en cause de toutes les décisions de l'Etat, jusqu'à l'application en bonne et due forme des sanctions contre les acteurs de ce scandale, si ces derniers n'ont pas la décence de s'autocensurer eux-mêmes.
- ii. Aux secteurs qu'ils représentent de faire leur retrait immédiat et définitif du CPT et de les remplacer par des personnalités dignes de la plus haute fonction de l'Etat en attendant les enquêtes judiciaires qui se feront en temps et lieu ; car, la politique étant, pour une bonne part, une affaire de perception, les membres du CPT ne peuvent être suspectés d'implication dans des actes de corruption.

Fait à Port-au-Prince, le 30 Juillet 2024



Rosy AUGUSTE DUCENA  
Présidente

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Edouard L. Paultre", is positioned above a horizontal line.

Edouard L. PAULTRE  
Secrétaire Exécutif